

Vrede Paix Rein

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

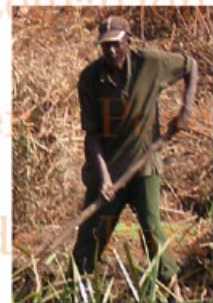
Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration

Reintégration



Compte-rendu des réunions

Réunion des Comités Consultatif et du Fonds Fiduciaire

Y compris un procès-verbal du Groupe
technique de coordination

PARIS, 20-22 novembre 2006

mdrp

Programme
Multi-pays de
Démobilisation et
Réintégration

www.mdrp.org

Frieden Vrede Paix

Table des matières

Compte-rendu du Président sur les délibérations.....	1
Annexe 1: Agendas des réunions des Comités consultatif et du Fonds fiduciaire. Agenda des réunions du Groupe technique de coordination	12
Annexe 2: Présentation du MDRP sur le statut et avancement du programme	18
Annexe 3: Procès-verbal des réunions du Groupe de coordination technique du MDRP	34
Annexe 4: Liste des Participants	39

RÉUNIONS DES COMITÉS CONSULTATIF ET DU FONDS FIDUCIAIRE

Paris, France

20-22 novembre 2006

Compte-rendu du Président sur les délibérations

I. Introduction

1. Le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) est une initiative réunissant plus de 40 bailleurs de fonds, les Nations Unies, les partenaires multilatéraux, gouvernementaux et non-gouvernementaux en réponse aux défis de la démobilisation et la réintégration des membres des armées nationales et des groupes armés dans la région élargie des Grands Lacs.¹ Cette initiative est présentée dans le document *Stratégie régionale de démobilisation et de réintégration dans la Région élargie des Grands Lacs*, qui fut validé par les bailleurs et le Conseil d'administration de la Banque mondiale en avril 2002. Le Fonds fiduciaire à bailleurs multiples du MDRP fut établi en mai 2002, en appui au programme régional.

2. Ce rapport résume les délibérations des Comités consultatif et du Fonds fiduciaire du MDRP qui se sont réunis à Paris, France, du 20 au 22 novembre 2006. Ces réunions avaient pour objectifs de : (i) actualiser les informations dont disposent les bailleurs et les partenaires au sujet de l'avancement, à ce jour, des activités réalisées dans le cadre du programme ; (ii) discuter les problématiques thématiques et spécifiques à chaque pays, pour accroître la pertinence du travail du MDRP sur le terrain; et (iii) discuter les plans imminents, y compris les finances, les étapes suivantes et les recommandations des partenaires issues des réunions. (Voir *Annexe 1* pour le programme des réunions).

3. Les représentants de sept gouvernements de la région élargie des Grands Lacs, dix gouvernements bailleurs de fonds et douze organismes des Nations Unies et autres institutions multilatérales ont participé aux rencontres (Voir *Annexe 4* pour la liste des participants).

4. M. Michel Prom, Directeur adjoint des Politiques de développement, de la Direction générale de la coopération internationale et du développement du Gouvernement français, procéda à l'ouverture de la réunion du Comité consultatif. M. Pedro Alba, Directeur pays, Région Afrique, Banque mondiale, présida les réunions. Au cours de ses remarques d'ouverture, il a chaleureusement accueilli les participants, puis présenté un aperçu général de la région, des informations actualisées au sujet des programmes nationaux, ainsi que les problématiques couvertes par le Secrétariat du MDRP au sujet de ses activités. Il conclut ses remarques en soulignant l'importance du partenariat et de la coopération en réponse aux défis à venir.

II. Résumé des discussions et résultats des réunions

Réunion du Comité consultatif

A. Actualisations nationales

5. Les représentants des institutions nationales chargées de la mise en œuvre des programmes de démobilisation et de réintégration dans les sept pays où le MDRP opère ont fourni des informations actualisées au sujet de l'avancement des efforts de démobilisation et de réintégration dans leurs pays respectifs. Chaque présentation fut suivie d'un bref échange, permettant aux partenaires d'obtenir des clarifications. Les discussions ultérieures

¹ Concernant les présentes délibérations du MDRP, ces pays sont: l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Rwanda et l'Ouganda.

donnèrent lieu à l'émergence de thèmes transversaux, à savoir la transition d'une assistance à court terme vers le développement durable et la nécessité y associée de rechercher les synergies avec les initiatives de développement, les liens entre la DDR et la réforme du secteur de la sécurité, le besoin de renforcer la coordination avec des programmes semblables en dehors du partenariat.

Angola

6. La mise en œuvre des opérations dans le cadre du Programme de démobilisation et de réintégration de l'Angola (PDRA) a avancé, avec le maintien de l'appui aux possibilités de réintégration à l'intention des ex-combattants de l'UNITA démobilisés de façon régulière et aux activités récentes d'assistance aux groupes vulnérables. En particulier, 81.115 possibilités (84% des ex-combattants actuellement démobilisés) ont fait l'objet de contrats et, à ce jour, 48.969 (50% des ex-combattants actuellement démobilisés) bénéficiaient d'un appui à la réintégration ou l'avaient achevé. Selon les enquêtes de suivi évaluant l'impact de l'appui à la réintégration: (i) 97% ont accès à des terrains agricoles, (ii) 59% travaillent et 20% ont des revenus équivalents ou supérieurs au salaire minimum, (iii) 98% se sentent acceptés par leurs communautés et (iv) 91% se sentent intégrés. Les priorités immédiates incluent la sensibilisation et la production de cartes d'identité pour les FAA, l'élaboration de critères pour la participation des groupes vulnérables et la sensibilisation portant spécifiquement sur les questions de santé.

7. Les partenaires ont demandé une clarification au sujet des priorités à long terme du programme, du rôle de l'Angola en termes d'appui à une transition pacifique en République Démocratique du Congo (RDC) et du statut des « Tigres » de l'ex-Congo/Zaire en Angola. Le Gouvernement a souligné deux domaines prioritaires principaux : réaliser un suivi de l'appui complémentaire de réintégration et intensifier l'assistance aux groupes vulnérables, particulièrement les personnes invalides. Le Gouvernement a également exprimé son appui à l'égard de la transition actuelle en RDC et de son dialogue avec le Gouvernement de la RDC sur la question du rapatriement des membres des « Tigres ».

Burundi

8. La mise en œuvre des activités de démobilisation et de réintégration dans le cadre du Programme national de démobilisation, réinsertion et réintégration (PNDRR) a réalisé des progrès, particulièrement la démobilisation de 21.766 ex-combattants (dont 3.015 enfants), l'achèvement du processus de versement d'indemnités à 28.383 anciens membres des milices et la fourniture d'une assistance à la réintégration économique à 5.412 ex-combattants adultes et 3.015 anciens enfants soldats.

9. Les partenaires se sont réjouis de l'avancement de la mise en œuvre des activités de démobilisation et de réintégration dans le cadre du Programme national de démobilisation, réinsertion et réintégration (PNDRR), ainsi que de la signature de l'Accord de cessez-le-feu (ACF) entre le Gouvernement du Burundi et les FNL-Palipehutu le 7 septembre 2006. Les partenaires ont encouragé les FNL à rester engagés dans le processus et à participer activement au Mécanisme commun de vérification et de suivi (MCVS) dont le rôle sera critique au cours de l'exécution de l'ACF. Les partenaires ont exhorté l'Union Africaine (UA) à accélérer le déploiement de sa force opérationnelle spéciale, en étroite coordination avec ONUB, tout en notant que l'opération de maintien de la paix des Nations Unies s'achèvera d'ici au 31 décembre 2006. Le Secrétariat du MDRP a encouragé les partenaires bailleurs de fonds à appuyer le déploiement de la force opérationnelle spéciale de l'UA en fonction des besoins. Les partenaires ont encouragé le Secrétariat du MDRP à faire en sorte que l'équipe régionale de facilitation soit associée à toute planification préliminaire de DDR. Les partenaires ont noté, avec préoccupation, les rumeurs persistantes relatives à la poursuite du recrutement de combattants de la part des FNL. Le Secrétariat du MDRP a encouragé les partenaires et le SE/CNDRR à sensibiliser le commandement des FNL en vue de l'arrêt du recrutement de combattants après la signature de l'ACF. Le Secrétariat du MDRP et le SE/CNDRR

ont souligné que des processus et mécanismes rigoureux de vérification du statut de combattant seraient établis pour réduire le risque que des personnes inéligibles obtiennent ce statut. À cet égard, les partenaires ont demandé au commandement des FNL de soumettre la liste complète de ses combattants au MCVS dès que possible, conformément à l'ACF. Les partenaires se sont félicités des efforts d'actualisation du Plan conjoint des opérations (PCO) pour la mise en œuvre des aspects de DDR de l'ACF, réalisés par un comité technique *ad hoc* composé du SE/CNDRR, ONUB, UNICEF, du Secrétariat du MDRP et de l'équipe régionale de facilitation.

10. Les partenaires ont pris note du fait que la coordination des activités élargies d'appui à la relance et à la réintégration reste faible au Burundi. Ils ont encouragé les autorités burundaises à renforcer cette coordination dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP. Les partenaires ont aussi exprimé le souhait de recevoir des informations supplémentaires au sujet des plans de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies au sujet de l'appui prévu aux efforts de relance au Burundi. Enfin, les partenaires ont demandé que la revue à mi-parcours du PNDRR, prévue pour le premier trimestre de 2007, contienne une revue des chiffres relatifs aux bénéficiaires du programme, une analyse des perspectives d'inclusion des éléments de la Police nationale au programme et une revue des implications budgétaires de tous changements y associés.

République Centrafricaine

11. En RCA, le projet de Réintégration des ex-combattants et d'appui aux communautés (PRAC) a disposé de 9,777 millions USD de la part du MDTF et 1,8 millions USD de la part du PNUD pour démobiliser et réintégrer 7.565 combattants de divers groupes rebelles et milices. Le projet a réussi à relever les défis identifiés au cours de la revue à mi-parcours (mars 2006) en élaborant conjointement (CNDDR/PRAC/MDRP) un plan d'accélération qui a permis de procéder à l'enregistrement et à la démobilisation officielle des ex-combattants restants et de poursuivre les activités de réintégration à l'intention de ceux qui avaient déjà été identifiés. À la fin octobre 2006, le projet avait démobilisé 99,8% du groupe cible et en avait réintégré 54%. La réintégration des ex-combattants restants est prévue pour novembre (18%), décembre (27%) et janvier 2007 (1%). En conjonction avec les activités de réintégration, 42 projets d'assistance communautaire ont été identifiés, dont 20 ont été achevés, 20 sont en cours de mise en œuvre et 2 restent à exécuter. Ils incluent la réhabilitation et la construction de l'infrastructure publique (écoles, centres de santé, ponts) que les communautés sélectionnent et classent par ordre de priorité.

12. Le projet devant être clos en février 2007, le Gouvernement a sollicité l'appui du partenariat pour des activités futures de DDR, instruites par un dialogue national, dans le cadre des efforts, en cours et prévus, de réforme du secteur de la sécurité. Ces options furent discutées en détail par les partenaires au cours d'une séance consacrée à la RCA et pendant la réunion du CFF.

République Démocratique du Congo (RDC)

13. À ce jour, 93.032 ex-combattants ont été démobilisés, sur un total de 144.168 dossiers traités par le biais du « tronc commun ». En outre, 41 contrats ont été signés pour fournir des possibilités de réintégration à 68.500 ex-combattants et près de 25.000 enfants ont été libérés par les forces de combat et ont reçu une assistance dans le cadre des projets spéciaux. Il est estimé que 3.700 anciens enfants soldats supplémentaires nécessitent une assistance de réintégration et que près de 5.000 enfants doivent encore être retirés des forces armées. Sur les 44.000 dossiers estimés qui ont été traités dans le cadre du Plan de relance, dont la date de clôture est actuellement prévue pour le 31 décembre 2006, 9.573 combattants ont intégré le processus à ce jour, 3.868 d'entre eux ayant été démobilisés et les autres commençant la phase de « brassage ». Les questions liées à la garde présidentielle et aux autres groupes armés qui n'ont pas encore entamé le processus, ainsi que

l'établissement d'une politique et d'une stratégie gouvernementales claires en réponse à la question permanente des milices armées au Katanga et en Ituri restent à traiter.

14. La grande complexité du milieu politique et sécuritaire de mise en œuvre du programme a donné lieu à des retards de traitement des dossiers des troupes, provoquant un accroissement des coûts opérationnels et des défis au sein de l'institution nationale en termes de gestion et d'adhésion aux directives et procédures de passation des marchés et d'ordre fiduciaire. L'institution nationale a répondu aux recommandations clés de la mission de septembre 2006, y compris la réduction immédiate du personnel de 50% et la fermeture d'un certain nombre de bureaux ; des réductions supplémentaires se poursuivront jusqu'au 31 décembre 2006. Le solde du budget du programme national étant insuffisant pour appuyer les besoins en réintégration de près de 25.000 ex-combattants, ainsi que ceux des groupes spéciaux identifiés, le Gouvernement recherche des financements supplémentaires pour répondre à ces exigences. Le Gouvernement a souligné la complexité de l'opération et a jugé nécessaires l'établissement d'une synergie avec d'autres programmes et la réduction du personnel de la CONADER.

15. Les partenaires ont demandé des clarifications au sujet des chiffres et modalités institutionnelles de la CONADER ; le Gouvernement a confirmé qu'il ne sera pas en mesure de fournir de telles informations avant la mise en place du nouveau Gouvernement élu, en décembre 2006. Il a également souligné l'importance de l'appui de la communauté internationale pour s'assurer que la démobilisation est achevée d'ici au 31 décembre 2006, conformément à la décision de la Commission mixte de RSS en août 2006.

République du Congo (RdC)

16. Après la signature de l'accord de subvention en janvier 2006, le Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration (PNDDR) a avancé avec régularité. Une agence de gestion financière (KPMG) et un auditeur externe (Ernst & Young) sont en place pour assurer une application efficace de son système de gestion financière ; et les fonds publics ont été utilisés pour établir l'infrastructure physique, institutionnelle et sociale nécessaire pour le PNDDR, comme l'installation de bureaux de coordination départementale, le lancement d'une campagne de sensibilisation à l'intention des autorités nationales et locales, des communautés et des ex-combattants ; ainsi que l'établissement de comités au niveau départemental pour mobiliser et diffuser l'information. En outre, les premiers décaissements du programme ont été réalisés après approbation en août 2006. Le PNDDR disposera d'une courte période de mise en œuvre de deux ans et demi et prévoit d'achever le traitement des dossiers opérationnels d'ici la fin 2008.

17. Le PNDDR a recruté des agences pour appuyer les ex-combattants de la phase de conceptualisation à celle de la mise en œuvre de leurs projets de réintégration. Des contrats ont été établis avec les institutions d'appui médical et psychosocial agissant parallèlement aux activités de réintégration économique. Un système d'identification biométrique a été installé et utilisera une base de données établie à partir des informations recueillies lors de l'enregistrement par des agents formés et validées par le projet. Outre la situation dans la région Peul qui donne des signes d'amélioration, le projet encourage les synergies avec les programmes de développement en cours et prévus dans le pays. La mission de supervision de septembre a fourni une analyse supplémentaire des capacités logistiques et de coordination et des besoins des bureaux locaux du projet. Enfin, pour accroître davantage la transparence et encourager l'échange d'information, le PNDDR a créé un site web, www.pndrc.org, qui, bien qu'actuellement accessible, est dans sa toute première phase de développement.

Rwanda

18. La mise en œuvre des activités de démobilisation et de réintégration dans le cadre du Programme de

démobilisation et de réintégration du Rwanda (PDRR) a continué à progresser, notamment en réalisant l'objectif du programme visant à démobiliser 20.039 soldats des Forces de défense du Rwanda et en fournissant des prestations à 12.969 anciens soldats des ex-Forces armées rwandaises.

19. Suite à l'achèvement d'une campagne électorale ambitieuse en RDC, le Secrétariat du MDRP a encouragé les partenaires disposant d'un mandat politique à : (i) intensifier la pression envers les dirigeants des FDLR opérant dans leurs pays en vue de la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration de Rome de mars 2005 relatives au désarmement et au rapatriement, (ii) encourager vivement le nouveau Gouvernement démocratiquement élu en RDC à respecter ses obligations en matière de désarmement et de rapatriement des groupes armés étrangers, dans le cadre de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka et de l'Accord de Pretoria ; et (iii) aider le Gouvernement de la RDC à renforcer ses capacités en termes de mise en œuvre des activités de désarmement et rapatriement des groupes armés étrangers dans l'est de la RDC. Les partenaires ont encouragé les gouvernements de la RDC et du Rwanda à renforcer leurs liens diplomatiques de façon à faire avancer ce processus critique, en appui à la consolidation de la paix dans cette sous-région.

20. Les partenaires ont pris note de la requête de la CRDR visant à reculer la date d'achèvement du programme de décembre 2007 à décembre 2008, de façon à : (i) maintenir les capacités nécessaires pour accueillir et réintégrer les combattants des groupes armés ; (ii) disposer des délais nécessaires pour une intensification de la mise en œuvre d'activités transfrontalières de DDRRR, en coopération avec le nouveau Gouvernement de la RDC et les autres intervenants ; et (iii) achever la mise en œuvre des activités supplémentaires convenues avec la Banque mondiale.

Ouganda

21. Le Projet spécial en cours, appuyé par le MDRP et financé par une subvention du MDTF de 4,2 millions USD, a permis à la Commission d'amnistie d'apporter un appui de réinsertion à 14.122 « déclarants » (ex rebelles et/ou personnes enlevées). Entré en vigueur au début de 2005, le projet a également aidé à diffuser largement les informations relatives à l'option d'amnistie auprès des rebelles et à sensibiliser la population. Alors que les pourparlers de paix se poursuivent à Juba entre le Gouvernement et le LRA et étant donné la possibilité d'un accord avec les ADF, la Commission finalise son Plan d'action pour assurer une mise en œuvre efficace des activités relevant de son mandat, au cas où un grand nombre de rebelles se présenteraient simultanément. Le Plan d'action est fondé, en partie, sur des liens solides avec les partenaires. Il est prévu que le projet actuel du MDRP s'achève en février 2007 et la Commission d'amnistie finalise actuellement une proposition visant à prolonger le projet spécial par une phase qui permettrait à la Commission d'amnistie de réaliser des activités supplémentaires, y compris un appui aux déclarants additionnels, le renforcement du S&E, des capacités d'orientation et d'appui en termes de besoins spécifiques des déclarants. Le Comité consultatif du MDRP a convenu que les capacités de la Commission d'amnistie nécessitent un renforcement supplémentaire et le Secrétariat du MDRP étudiera la proposition anticipée.

22. Le Gouvernement ne compte plus planifier en vue d'une démobilisation des forces régulières UPDF, ce qui signifie que le MDRP ne devrait pas anticiper un appui à un programme national de DDR. Toutefois, le Gouvernement prépare actuellement une requête d'appui auprès du MDRP en vue de la démobilisation et de la réintégration de ses forces auxiliaires. Au cours de la réunion, le Gouvernement a informé les participants de la nécessité de traiter les dossiers de ces groupes aussi rapidement que possible, en commençant par 8.000 personnes dans le nord et l'est de l'Ouganda.

A. Aperçu général : Problématiques affectant la DDR aujourd'hui et implications pour le MDRP

23. **Réforme du secteur de la sécurité (RSS) – liens avec la DDR :** La séance commença par une présentation du Spécialiste principal de la Banque mondiale sur les conflits dans la Région Afrique, Bernard Harborne, portant sur les liens entre la RSS et la DDR et les moyens de les renforcer par le biais du partenariat du MDRP, y compris la Banque mondiale. Il nota que le mandat de la Banque lui interdit de participer aux questions d'ordre politique et militaire et que la RSS, en tant que telle, ne fait pas partie de la stratégie régionale du MDRP, comme ce fut reconnu lors de la préparation initiale du document de stratégie régionale. Toutefois, la stratégie régionale et la note de politique du MDRP sur la RSS qui en découla (octobre 2003) montrent que les liens inextricables entre les deux processus furent reconnus dès le départ. Dans ce contexte, et en appui à la réflexion des partenaires au sujet du maintien de l'assistance en matière de sécurité et de développement dans les Grands Lacs au-delà de l'existence du MDRP, le Secrétariat a entamé un travail analytique recensant les questions relatives à la RSS-DDR dans les pays du MDRP. Ce travail contribuera à : i) renforcer les opérations actuelles de DDR et ii) fournira une vision prospective pour les pays respectifs du MDRP. Il aidera aussi à identifier les points d'entrée potentiels permettant aux partenaires d'apporter un appui. Du côté de la Banque, un tel point d'entrée possible existerait au niveau de la gestion des dépenses publiques ; la Banque pourrait intervenir utilement en apportant une assistance dans les domaines de la gestion budgétaire, de la passation des marchés et d'autres systèmes du secteur de la sécurité (le livre récent du Réseau sécuritaire SIPRI/Afrique sur les modalités des budgets militaires donne une orientation très utile pour ce type de travail).

24. **RCA - Étude pilote sur la RSS** Madjior Solness Dingamadji et Sigrun Aasland, cadres du Secrétariat du MDRP, ont ensuite présenté les conclusions initiales d'une étude pilote récente examinant les liens DDR-RSS en République Centrafricaine. Le travail de recensement cartographique a révélé que, malgré l'appui des partenaires et la volonté politique nationale de procéder à une RSS en RCA, le cadre institutionnel permettant la mise en œuvre de ces réformes est absent. Le pays dispose également d'un cadre sécuritaire et de gouvernance faible, comme le montrent les incidents récents dans le nord. Avec le réengagement de la Banque mondiale en RCA par le biais d'une opération d'appui budgétaire direct et d'une assistance à la préparation d'un DSRP, le MDRP peut aider à faire en sorte que la Banque mondiale envisage la RSS à cet égard, en collaboration avec les partenaires principaux (y compris la France, BONUCA, le PNUD et la CE) L'étude de recensement cartographique de la RSS sera maintenant étendue à d'autres pays du MDRP et adaptée, le cas échéant, au contexte national.

25. Au cours de la discussion qui s'ensuivit, les partenaires du MDRP ont décrit leurs propres efforts et travaux relatifs aux liens DDR-SSR et ont félicité le Secrétariat du MDRP pour son travail jusqu'ici. Les participants ont appuyé les efforts, de la part de la Banque mondiale, plaçant la réflexion au sujet de la RSS dans le contexte élargi du développement. Ils ont convenu que la Banque a un rôle à jouer en matière de RSS, particulièrement en ce qui concerne la gestion des dépenses publiques. Enfin, ils ont encouragé une collaboration et des consultations permanentes avec les partenaires pendant la période consacrée aux recherches sur le rôle du MDRP et de la Banque mondiale, de façon à assurer les synergies. Pour sa part, le Secrétariat a répété que la participation du MDRP aux problématiques relatives à la RSS se poursuivrait tout en restant modeste, sera soumise à des contraintes budgétaires et sera concentrée principalement sur l'identification du rôle du MDRP et de la Banque mondiale dans les questions relatives à la RSS.

26. L'équipe du Secrétariat/Banque a souligné que les efforts analytiques du MDRP ne représentaient, en aucun cas, une extension du mandat du MDRP et qu'ils ne dédoubleraient aucune initiative des partenaires sur la RSS déjà en cours. Ils viseront plutôt à appuyer les processus internationaux en cours, comme ceux qui sont menés par les Nations Unies, la CE entre autres (par ex., en RDC et au Burundi), et les processus nationaux en cours. Ils serviront tous à examiner les possibilités d'un appui utile et à aider les partenaires à étudier les options futures en matière de sécurité/développement dans les pays concernés et peuvent inclure, ou pas, une assistance à la réforme du secteur de la sécurité.

27. **DDR et système judiciaire transitoire** Pablo de Greiff, du Centre international des systèmes judiciaires transitoires (*International Center for Transitional Justice – ICTJ*), a présenté les façons dont le système judiciaire transitoire et les programmes de DDR peuvent être mutuellement renforcés. Selon lui, le fait que les programmes de DDR et les mesures judiciaires transitoires ont été généralement conçus et mis en œuvre indépendamment les uns des autres a donné lieu à des « résultats bizarres », tout en laissant passer des occasions, y compris: fréquemment, les prestations offertes aux ex-combattants éclipsent les indemnités accordées aux victimes par les programmes de réparation ; les informations recueillies dans le cadre des programmes d'enregistrement de DDR, qui peuvent être utiles au titre de la vérité, n'ont jamais été utilisées dans ce sens. De Greiff expliqua que, selon lui, la DDR et les systèmes judiciaires transitoires constituent tous les deux, en fin de compte, des mesures de renforcement de la confiance mutuelle. Un programme de DDR peut être vu comme une condition permettant l'établissement de mesures judiciaires transitoires, contribuant ainsi à un milieu sécuritaire où les mesures judiciaires peuvent être mises en œuvre. Les mesures judiciaires transitoires, entre-temps, peuvent contribuer à l'établissement de conditions à long terme permettant de maintenir les gains de la DDR.

28. Les partenaires se sont réjouis de la présentation et ont encouragé l'examen des systèmes judiciaires transitoires en tant que moyen de renforcer les progrès réalisés par la DDR et de promouvoir une réflexion créative au sujet de la DDR en général et ses liens avec les efforts d'appui communautaire. Les cadres des Nations Unies ont informé les participants que les Nations Unies travaillent aussi sur les questions judiciaires transitoires et ont encouragé une coordination des efforts et l'échange de résultats pour assurer une diffusion maximale des connaissances et un impact pratique. Le Secrétariat a informé les partenaires que des discussions supplémentaires auraient lieu avec ICTJ pour déterminer la façon et les lieux où le travail en cours à ce sujet pourrait appuyer les processus de réintégration, à la fois au niveau national et régional.

B. MDRP : Statut et avancement du programme

29. Maria Correia, Directrice du programme au Secrétariat du MDRP, et ses collègues, Sigrun Aasland, Gromo Alex, Sean Bradley, Bruno Donat, Marcelo Fabre, Kees Kingma, et Ingo Wiederhofer, ont présenté l'état d'avancement du MDRP depuis les réunions de novembre 2005 à Londres et les plans de l'année prochaine et au-delà.

30. **Avancement général.** Au cours de l'année passée, le MDRP a réalisé des progrès significatifs en termes de réalisation de ses objectifs généraux de démobilisation, réinsertion et réintégration, particulièrement la réintégration ; en termes quantitatifs, les progrès en matière de réintégration en 2006 ont été supérieurs à ceux de toutes les années antérieures combinées. Des signes favorables sont visibles en termes de sécurité régionale, au vu des élections récentes en RDC, du cessez-le-feu négocié entre les FNL et le Gouvernement du Burundi et des pourparlers en cours entre le Gouvernement de l'Ouganda et le *Lord's Resistance Army*. L'examen des buts du programme pour l'an passé indique que toutes les priorités identifiées ont connu des progrès (réintégration, S&E, communication des données et appui aux groupes spéciaux) ; toutefois, elles restent d'actualité pour l'année prochaine. Comme convenu lors de la réunion du Comité consultatif l'an passé, de nombreux projets spéciaux ont été progressivement retirés mais le guichet continuera à être utilisé pour permettre au Secrétariat de réagir avec souplesse aux requêtes spéciales (par ex., les dossiers des enfants soldats en RDC au cours de l'année prochaine).

31. **Activités analytiques et consultatives (AAC)** Le MDRP cherche à renforcer la mise en œuvre des programmes nationaux par le biais d'activités AAC pendant tout le programme. Une actualisation du travail analytique lié aux opérations du MDRP et régional fut présentée. Elle comportait un voyage d'étude récent en Angola qui portait sur l'élaboration et la mise en œuvre des activités de réintégration, la structure institutionnelle,

la gestion et la coordination, les modalités de passation des marchés, l'alignement et l'harmonisation avec les acteurs hors MDRP, l'appui aux groupes vulnérables et les liens avec la réhabilitation, plus élargie, de l'économie et de l'infrastructure qui assurera une transition efficace vers les efforts de développement. Selon les conclusions, l'appropriation nationale des activités de DDR est solide en Angola, des partenariats étendus existent à tous les niveaux et le pays a répondu aux problématiques essentielles comme la facilitation de l'accès aux terrains agricoles.

32. **Combattants en territoire étranger (CTE) :** Le Secrétariat intensifie également son appui aux CTE, une question qui est cruciale pour la stabilisation régionale. La stratégie générale du MDRP consiste à encourager les partenaires à renforcer leur coopération et à fournir une assistance financière et technique pour le rapatriement, le cas échéant. Elle a également porté sur l'amélioration de la communication et l'accès à l'information pour atteindre ceux qui souhaitent revenir, se concentrant particulièrement sur les combattants des groupes armés rwandais, avec l'élaboration, par le PDRR, d'une stratégie de communication transfrontalière en collaboration avec MONUC et d'autres intervenants. Les autres activités incluent une étude, en cours, de trois groupes armés étrangers présents dans l'est de la RDC et la facilitation discrète du rapatriement lorsqu'elle est demandée. Les étapes suivantes consistent à collaborer avec le nouveau Gouvernement démocratiquement élu en RDC pour traiter plus activement les questions relatives aux CTE, encourager les autres gouvernements de la région à rapatrier les CTE, faire en sorte que les programmes nationaux pertinents disposent d'un cadre politique et de capacités techniques d'accueil des combattants de retour et améliorer la coordination entre les partenaires principaux.

33. **Promotion de la qualité (PQ).** La Promotion de la qualité, au cours de l'année passée, a eu pour objet d'améliorer la qualité et la disponibilité des évaluations et analyses, du suivi et de la communication des données; d'apporter une réponse rapide à l'appui opérationnel et aux besoins en assistance technique et d'améliorer ou de réaffirmer la concentration régionale du programme. Ceci a été réalisé par le biais des missions de supervision et d'appui à la mise en œuvre, des évaluations externes et d'impact, les liant aux efforts en AAC. L'équipe a également passé en revue les hypothèses et buts initiaux présentés dans la Stratégie régionale du MDRP et a commencé à préparer un cadre de résultats pour l'ensemble du programme. Les étapes suivantes du plan de gestion du rendement du MDRP incluront l'identification d'indicateurs supplémentaires, la finalisation des mécanismes de mesure du rendement et la distribution au partenariat pour validation du processus. Les mécanismes en résultant fourniront au programme et aux partenaires une procédure à utiliser pour évaluer le rendement du programme au niveau régional et les contributions du partenariat à la réalisation des objectifs du programmes.

34. **Communication.** Au cours de l'année passée, le plan de communication, présenté lors de la réunion précédente, fut mis en œuvre. Les résultats incluent la refonte du site web (mdrp.org) en anglais et en français, et en portugais pour les pages de l'Angola, généralement actualisé au moins deux fois par mois ; un accroissement significatif des consultations et des activités de vulgarisation organisées conjointement avec les partenaires du MDRP ; l'utilisation de plateformes économiques et innovantes, comme les visioconférences et les *list-serv* ; les articles de la série bimensuelle « *News & Noteworthy* » ; l'apparition d'articles et d'annonces publicitaires dans des publications externes et un travail accru auprès de la presse. Le volume de contacts réguliers avec les partenaires a grandement accru la visibilité et la transparence du MDRP auprès des intervenants. Les défis principaux ont consisté à répondre efficacement aux déclarations au sujet du MDRP tout en maintenant le dynamisme des messages et la faible utilisation du *list-serv*. Il est prévu, dans un proche avenir, d'améliorer l'affichage du contenu provenant des partenaires sur le site web du MDRP, de maintenir les consultations et les efforts de vulgarisation auprès des publics ciblés (en utilisant principalement le nouveau documentaire « Gagner du temps pour la paix » en arrière-plan), améliorer la communication et les échanges avec la presse et la société civile au cours des missions du MDRP et procéder à une sensibilisation au sujet des activités et des résultats du MDRP

auprès de la presse et des intervenants.

35. **Finances.** À la fin d'octobre 2006, le Fonds fiduciaire du MDRP avait reçu et généré un revenu de 195,6 millions USD et décaissé 166,0 millions USD, avec un solde des liquidités de 29,5 millions USD. Malgré un ralentissement récent des décaissements du Fonds fiduciaire du MDRP, dû en grande partie au transfert, par le Secrétariat du MDRP, de dépenses aux fonds IDA lorsque disponibles, près de 100 millions USD ont été décaissés depuis la précédente rencontre des partenaires en novembre 2005, reflétant l'accélération rapide de la mise en œuvre des programmes nationaux, celui de la RDC en tête. Au rythme actuel de décaissement, et vu que près de 88% des engagements actuels des bailleurs ont été perçus, le MDRP sera confronté à un problème de liquidités au début de 2007, à moins que des mesures ne soient prises pour (i) continuer à transférer des dépenses au financement IDA et (ii) mobiliser rapidement des fonds supplémentaires. De plus, les engagements totaux actuels des bailleurs s'élevant à 27 millions USD et étant donné les impayés des engagements en subventions et les coûts de gestion des projets estimés à au moins 127 millions USD, le solde général du Fonds fiduciaire s'élève à moins 82 millions USD, ce qui représente le déficit minimum de financement que le MDRP doit combler pour achever ses opérations actuelles. Il fut noté que, en comblant ce déficit, les ressources totales dont disposerait le MDRP équivaldraient approximativement au niveau initial projeté pour le Programme lors de son lancement – c'est-à-dire 500 millions USD. Il fut également noté que la dernière séance de la journée avait pour objet précis d'encourager les bailleurs à s'engager davantage en termes d'appui financier au MDRP pour aider à combler ce déficit et reculer les difficultés de liquidités du programme.

36. **Directions et actions stratégiques en 2007.** En 2007, les priorités majeures du Secrétariat et du MDRP consisteront à : (i) améliorer la qualité de la programmation en renforçant le S&E (au niveau national et régional), établir des liens avec les efforts de développement à long terme, assurer des prestations de services efficaces aux groupes vulnérables, renforcer l'harmonisation avec les partenaires, examiner les possibilités d'une responsabilisation sociale accrue par le biais de la société civile et améliorer la qualité de la supervision ; (ii) répondre aux défis spécifiques des pays (comme la restructuration des activités en RDC, le suivi/retrait graduel des activités du MDRP en RCA) ; (iii) contribuer à la production des connaissances et (iv) assurer le financement couvrant les engagements financiers actuels et prévoir les besoins futurs.

C. Conclusions

37. **Remarques de clôture** Le Président de la rencontre, Pedro Alba, de la Banque mondiale, a remercié les participants et le personnel pour leurs vives contributions et l'échange d'un vaste éventail de points de vue, puis a résumé les discussions et les présentations de la journée. Il a également reconnu les efforts des autorités nationales, des Nations Unies et de MONUC et les a remerciés pour leurs contributions respectives à la réussite des élections en RDC et pour leur travail dans ce pays depuis de nombreuses années. En réponse, les partenaires ont exprimé leur grande appréciation à l'égard des présentations et de la transparence du Secrétariat et ont affirmé le maintien de leur appui au travail du MDRP.

38. Le Président a clos la séance en remerciant les participants pour leur engagement continu envers le MDRP et a ajouté que les discussions avaient été essentielles pour souligner les problématiques et défis nous confrontant encore au niveau des programmes, avancer des suggestions et des options concrètes visant à améliorer l'efficacité du MDRP et soulever des questions plus élargies, portant sur le plus long terme et sur lesquelles il faut se concentrer.

Réunion du Comité du Fonds fiduciaire

39. Le Comité du Fonds fiduciaire du MDRP s'est réuni pour discuter des exigences de financement actuelles

et futures du programme. Le Secrétariat présenta son rapport sur le déficit financier anticipé et les solutions alternatives possibles. Outre les questions financières, le Comité du Fonds fiduciaire a discuté plusieurs questions clés d'ordre politique et stratégique.

40. **Situation financière.** Le CFF a discuté les déficits financiers actuels et projetés du MDRP. Comme cela fut noté au cours de la réunion du Comité consultatif, les exigences de financement des engagements actuels du MDRP s'élèvent à 82 millions USD. Toutefois, tenant compte des activités supplémentaires des programmes de la RDC et de l'Ouganda, de la gestion étendue du programme, du travail analytique et régional, le Secrétariat du MDRP estime que 48 millions USD supplémentaires seraient requis pour achever le programme proposé actuellement. Ceci porterait le coût total du MDRP à un montant estimé de 542 millions USD et le déficit financier à 130 millions USD. De plus, au niveau actuel d'engagement du programme et en l'absence de mesures correctives, le Fonds fiduciaire du MDRP rencontrera des difficultés de liquidités au début de 2007. Par conséquent, le MDRP poursuivra les efforts de mobilisation de fonds, tout en passant en revue et en établissant un ordre de priorité des activités, de façon à ralentir les décaissements du Fonds fiduciaire et réduire les coûts. Les bailleurs du MDRP ont réitéré leur appui au programme et la nécessité de maintenir le financement. Toutefois, les membres du CFF ont également exprimé des préoccupations à l'égard des problèmes de gestion et de contrôle fiduciaire en RDC et ont souligné la nécessité de la transparence, de la responsabilisation et des réformes, le cas échéant. Le Secrétariat du MDRP a convenu de faire circuler, pour examen et approbation par le CFF, des requêtes de financement supplémentaire en RDC, en Ouganda et pour la gestion du programme au cours du premier trimestre de 2007. Par la suite, une modification reflétant tous les nouveaux financements sera distribuée. Par ailleurs, en cas de nécessité, une réunion *ad hoc* du CFF se tiendra en mars/avril de l'année prochaine.

41. **Annonces de contributions.** Les bailleurs, nouveaux et actuels, du MDRP ont officiellement annoncé des contributions de 13,4 millions USD, le Royaume-Uni promettant 10 millions USD, la Suède 2,8 millions USD et l'Irlande 650.000 USD. La Finlande avait auparavant annoncé 1 millions d'euros et la Belgique et le Canada ont, tous les deux, indiqué l'arrivée prochaine de financements supplémentaires. De plus, la Banque africaine de développement a indiqué qu'elle chercherait à contribuer jusqu'à 20 millions USD en appui aux activités de réintégration des ex-combattants en RDC, les modalités de gestion et de mise en œuvre de ces ressources restant à déterminer. Le Directeur pays de la Banque mondiale au Burundi, au Rwanda, en RDC et en République du Congo, reconnaissant l'importance du programme, particulièrement en RDC, a également indiqué une volonté de fournir des fonds IDA supplémentaires pour le programme de la RDC, d'un montant équivalent à celui qui est fourni par le Fonds fiduciaire du MDRP. Sur la base de ces annonces de contributions et indications d'appui, et supposant un programme d'activités (y compris la RDC, l'Ouganda et le travail régional discuté ci-dessous), le Secrétariat du Fonds fiduciaire a calculé que le programme, tel que prévu jusqu'en juin 2009, connaîtrait un déficit financier de 62 millions USD.

42. **RDC- Problématiques et plan d'action.** Les bailleurs du MDTF ont discuté plusieurs questions affectant actuellement le PNDDR, y compris (i) le déficit de financement pour traiter les dossiers en attente et achever les activités des projets ; (ii) la gestion financière et les problèmes de passation des marchés ; et (iii) les questions relatives aux modalités de mise en œuvre. Bien que la majorité des membres du CFF aient réitéré leur engagement en termes d'appropriation et de responsabilisation nationales, le comité a convenu que des modifications et des mesures substantielles étaient nécessaires pour le maintien du financement. En résultat, le Secrétariat a convenu d'organiser une mission d'évaluation et d'élaborer un plan de mise en œuvre et un calendrier de mesures. À la demande du Gouvernement de la RDC, le CFF a convenu de maintenir la date du 31 décembre 2006 pour l'achèvement de la démobilisation.

43. **RDC – Infractions aux règles de passation des marchés et gestion financière :** Le Secrétariat du

MDRP a déclaré qu'une revue indépendante des modalités de passation des marchés était en cours. Une fois les chiffres finaux déterminés, le Gouvernement de la RDC devra rembourser les dépenses inéligibles et/ou les infractions aux règles de passation des marchés à l'IDA et au MDTF, respectivement.

44. **RDC – Préoccupations d'ordre institutionnel :** Le CFF a discuté la réduction des effectifs, en cours, de la commission nationale et a souligné la nécessité de restructurer la CONADER de façon à mieux répondre aux besoins actuels de mise en œuvre et aux questions relatives à la gestion des projets et financière. Le comité a également convenu de la nécessité d'une forte présence sur le terrain et d'une expertise internationale accrue au sein de l'institution.

45. **Rwanda – Extension proposée :** Suite à la requête du Gouvernement du Rwanda, le CFF a convenu de prolonger le Programme de démobilisation et de réintégration du Rwanda jusqu'en décembre 2008, de façon à permettre à la Commission de répondre aux besoins des combattants rwandais de retour de la RDC. L'extension permettra aussi au programme de mettre en œuvre complètement les activités supplémentaires de réintégration, comme les programmes d'alphabétisation, la formation professionnelle et l'assistance ciblée à l'intention des personnes invalides. Par ailleurs, les membres du CFF ont souligné que le Programme du Rwanda a besoin d'un appui politique. L'extension qui a été convenue ne nécessite aucun financement supplémentaire.

46. **République Centrafricaine – Stratégie de retrait :** Suite à la clôture prévue du Projet de réintégration et d'appui communautaire (PRAC) en février 2007, le CFF a examiné des stratégies possibles de retrait et les questions de durabilité en RCA et au-delà. Les bailleurs du MDTF ont convenu, après avoir discuté les implications financières et politiques de divers scénarios d'engagement, de continuer à engager et à faciliter le travail du pays en matière de sécurité et de développement au-delà de la clôture du programme en février 2007. Le Secrétariat du MDRP a proposé de préparer une stratégie de retrait graduel après la tenue d'un séminaire sur la RSS/DDR devant être appuyé, mais pas dirigé, par le MDRP. Une facilitation similaire, non seulement limitée aux questions de RSS/DDR, est envisagée pour tous les autres programmes nationaux avant l'achèvement des programmes du MDRP dans l'ensemble de la région pour orienter les partenaires et les homologues au sujet des leçons dégagées, ainsi que des risques et possibilités futurs.

47. **Ouganda – Options en vue d'un engagement futur :** Le CFF a discuté la proposition vraisemblable, de la part de la Commission d'amnistie, visant à prolonger le Projet spécial, ce qui lui permettrait, entre autres, d'appuyer le retour projeté de membres supplémentaires des ADF et LRA. Le Secrétariat du MDRP a noté qu'une telle extension n'établirait pas d'indemnités spécifiques de réintégration, mais continuerait à fournir un appui de réinsertion, à faciliter l'accès aux possibilités économiques et à accorder un appui de réintégration fondé sur les besoins spécifiques. Les bailleurs du MDTF ont exprimé leur appui à la Commission d'amnistie et ont indiqué que, après sa soumission, la requête d'extension serait traitée en priorité.

48. **Ouganda – Réintégration des forces régulières et auxiliaires :** Après avoir délibéré, le comité a convenu que le MDRP faciliterait les discussions en cours sur la meilleure façon de traiter avec ces groupes. En outre, le CFF a noté que le MDRP n'appuierait pas la démobilisation des forces régulières de l'UPDF en l'absence d'un processus plus clair de réforme du secteur de la sécurité.

Groupe de coordination technique

49. **Réunions du Groupe de coordination technique (GCT) :** Le GCT s'est réuni pour discuter et échanger les expériences et idées au sujet des problématiques concernant l'ensemble de la région (Voir le procès-verbal détaillé en *Annexe 3*). La rencontre a comporté les séances suivantes:

50. **Enfants associés aux forces de combat** : Actualisation des Principes du Cap : cette séance a porté sur le renforcement des Principes, le rôle des nouveaux Principes dans les programmes appuyés par le MDRP et les bonnes pratiques élaborées au sein des programmes appuyés par le MDRP travaillant auprès des enfants.

51. **Renforcement du travail relatif au genre dans le cadre du MDRP** : deux thèmes principaux sont ressortis pendant toute la séance :

a) la nécessité d'élaborer un cadre conceptuel sur le genre et la DDR ; b) établir un forum permettant de réunir, discuter et diffuser les expériences relatives au genre et à la DDR au sein du MDRP jusqu'à présent.

52. **Repenser la DDR** : de la gestion des conflits aux perspectives de développement – Parvenir à un équilibre entre la sécurité, la justice, la gouvernance et le bien-être : cette séance fut l'occasion, pour les participants, de réfléchir à leur perception de la DDR, de la sécurité et de la consolidation de la paix au sein d'un cadre étendu de gouvernance, de justice et de bien-être économique et social.

53. **DDR et appropriation nationale** : trois études de cas ont couvert le concept général d'appropriation nationale : l'expérience de l'Angola où les groupes anciennement d'opposition ont été impliqués ; l'expérience de la République du Congo faisant participer les parlementaires et l'expérience de collaboration avec les organisations de la société civile en Ouganda.

Annex 1: Agendas for MDRP Advisory and Trust Fund Committees,
and Technical Coordination Group

The World BankINTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433
U.S.A.Phone: (202) 473 3328
Fax: (202) 473 8229
Email: info@mdrp.org

Banque mondiale, 66, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Monday, November 20th, 2006*Chairperson: Pedro Alba, Country Director, Africa Region, World Bank*

Introduction		Resource Persons
9:00 – 9:30	Registration	Pamela Beecroft Muriel Tschopp
9:30 - 9:55	Welcome and Opening Remarks: - French Ministry of Foreign Affairs - World Bank	Pedro Alba Maria Correia Camille Grousselas Bruno Donat
9:55 – 10:00	World Bank office safety issues & announcements	Bruno Donat

Country reviews

10:00 – 11:15	Angola Burundi; Key updates – achievements, constraints, next steps. Discussion	Gen. Antonio Andrade – Angola Gen. Silas Ntigurirwa – Burundi Sean Bradley, MDRP Kees Kingma, MDRP Ingo Wiederhofer, MDRP
11:15 – 11:30	BREAK	

Country reviews

11:30 - 13:15	CAR, DRC: Key updates – achievements, constraints, next steps. Discussion	Francis Bozizé – CAR Daniel Kawata – DRC Gromo Alex, MDRP Roisin de Burca, MDRP Abderrahim Fraiji, MDRP
13:15 – 14:30	LUNCH	

Country reviews

14:30 – 16:30	Congo-Brazzaville, Rwanda, Uganda: Key updates – achievements, constraints, next steps. Discussion	Hon. Michel Ngakala – Congo Jean Sayinzoga - Rwanda Justice Peter Onega –Uganda Maj. Gen. Emilio Mondo –Uganda Gromo Alex, MDRP Ingo Wiederhofer, MDRP Kees Kingma, MDRP
16:30 – 16:45	BREAK	

Film launch & Wrap-up

16:45 – 18:00	- Launch of new documentary: “Life or Death: Buying Time for Peace” - Conclusions and wrap-up session	Pedro Alba Maria Correia Bruno Donat
---------------	--	--

18:00	RECEPTION	
-------	------------------	--



Banque mondiale, 66, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Tuesday, November 21st, 2006

SSR & Transitional Justice

Resource Persons

8:30 – 10:30	<p>Overview: Where are we with some of the issues affecting DDR today? What are the implications for how we do our work?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Linkages between DDR and Security Sector Reform (SSR) • DDR and Transitional Justice 	<p>Bernard Harborne Dingamadji Solness Sigrun Aasland Pablo De Greiff, ICTJ</p>
10:30 – 10:45	BREAK	

MDRP: Progress and Way Forward

10:45 – 12:45	<ul style="list-style-type: none"> • MDRP: Program Status and Progress <ul style="list-style-type: none"> - Overall - Quality Enhancement - Analytical and Advisory - Communications - COFS - Financial Status • MDRP Results Framework • Strategic Directions and Actions for 2007 • Discussion and Questions 	<p>MDRP Secretariat: Maria Correia Marcelo Fabre Bernard Harborne Bruno Donat Ingo Wiederhofer Sean Bradley</p>
12:45 – 14:00	LUNCH	
14:00 – 14:30	Wrap-up and Chairman's Concluding Remarks	Pedro Alba Maria Correia

The Advisory Committee ends here, however its members are invited and encouraged to sit in the following sessions as OBSERVERS.

Technical Coordination Group

Resource Persons

15:00 – 16:15	<p><u>Cape Town Principles on Child Soldiers</u> - Update and Input.</p>	<p>Kees Kingma Sarah Michael and UNICEF rep</p>
16:15 – 17:15	<p><u>Strengthening Gender in MDRP</u> - Principles and Approaches</p>	<p>Kees Kingma Sarah Michael</p>
17:15 – 17:30	BREAK	

Financing

17:30 – 18:30	<p><u>Recap of Status and on-going Financing Needs, and Donor pledges of support</u></p>	<p>Pedro Alba Maria Correia Sean Bradley</p>
---------------	---	--



Banque mondiale, 66, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Tuesday, November 21st, 2006

Chairperson: Pedro Alba, Country Director, Africa Region, World Bank

		Resource Persons
15:00 - 17:15	<p><u>Introduction of new TFC Members</u></p> <p><u>Key Strategic Issues</u></p>	MDRP Secretariat
17:15 - 17:30	BREAK	
17:30 - 18:30	<p><u>Recap of Status and on-going Financing Needs, and Donor pledges of support</u></p>	Members of the AC may sit in this session as observers

Wednesday, November 22nd, 2006

		Resource Persons
9:00 – 11:00	<u>MDRP Strategic issues (ctd)</u>	
11:00 -11:15	BREAK	
11:15 – 13:15	<u>AOB or option to attend TCG session on “DDR and National ownership”</u>	
13:15 - 14:45	LUNCH	

AFTERNOON EVENTS WITH MEDIA & EXTERNAL AUDIENCES PRESENT

15:00 – 15:45	<u>PRESS BRIEFING</u>	Bruno Donat Rachel Winter Jones Steven Jouy Pamela Beecroft
16:00 – 16:45	For external audiences: <u>Screening of new documentary on MDRP’s work: “Life or Death: Buying Time for Peace”</u>	Bruno Donat Michele Bailly Muriel Tschopp During the film screening, additional interviews with media may be set up for MDRP partners

The World Bank

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

Phone: (202) 473 3328
Fax: (202) 473 8229
Email: MDRP@worldbank.org



Banque mondiale, 66, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Tuesday, November 21st, 2006

Technical Coordination Group

Resource Persons

15:00 – 16:15	<u>Cape Town Principles on Child Soldiers</u> - Update and Input.	Kees Kingma Sarah Michael Rebecca Symington
16:15 – 17:15	<u>Strengthening Gender in MDRP</u> - Principles and Approaches	Kees Kingma Sarah Michael
17:15 – 17:30	BREAK	

TCG joins other partners for the following session:

17:30 – 18:30	<u>Recap of Status and on-going Financing Needs, and Donor pledges of support</u>	Maria Correia Sean Bradley
---------------	--	-------------------------------

Wednesday, November 22nd, 2006


Resource Persons

9:00 – 11:00	<u>Re-thinking DDR: Where are we?</u> - Sharing of intra-African experiences	Anton Baaré Kees Kingma
11:00 -11:15	BREAK	
11:15 – 13:15	<u>DDR and National Ownership</u>	Sigrun Aasland Kees Kingma
13:15 - 14:45	LUNCH	


AFTERNOON EVENTS WITH MEDIA & EXTERNAL AUDIENCES PRESENT

15:00 – 15:45	<u>PRESS BRIEFING</u>	Bruno Donat Rachel Winter Jones Steven Jouy Pamela Beecroft
16:00 – 16:45	<u>Screening of new documentary on MDRP's work: "Life or Death: Buying Time for Peace" for external audience</u>	Bruno Donat Michele Bailly Muriel Tschopp During this film screening, additional interviews with media may be set up for MDRP partners

Annex 2: MDRP Presentation on Program Status and Progress



DEMobilIZATION REINTEGRATION PEACE & SECURITY



www.mdrp.org

MDRP: Status and Future Directions

Advisory Committee Meeting
Paris
▲
November 20-22, 2006



DEMobilIZATION REINTEGRATION PEACE & SECURITY



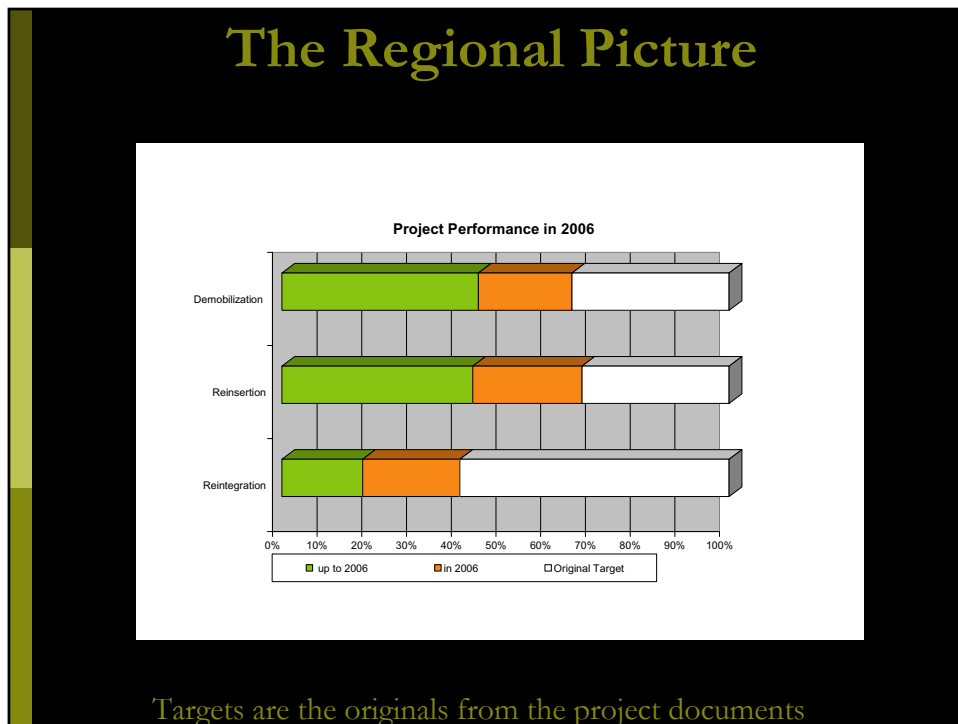
www.mdrp.org

Objectives

- ▣ Report on the overall status of the MDRP, including progress and challenges
 - Status overall + by country
 - Regional activities
 - Program management
 - ▣ Operations
 - ▣ Disbursements and Financial Status
- ▣ Present strategic directions for 2007

mdrp DEMOBILIZATION REINTEGRATION PEACE & SECURITY
www.mdrp.org

Status: Overall and by Country



By Country

	Demobilization			Reinsertion			Reintegration		
Angola		70 %			80 %			33 %	
	97,116	97,116	138,000	49,882	49,880	62,716	41,798	52,974	166,662
Burundi		39 %			33 %			10 %	
	18,766	21,418	55,000	15,426	18,403	55,000	1,297	5,412	55,000
C.A.R.		94 %			74 %			89 %	
	1,880	7,142	7,565	881	5,611	7,565	1,036	6,768	7,565
D.R.C		67 %			75 %			48 %	
	29,299	99,894	150,000	20,031	89,782	120,000	5,590	42,991	90,000
R.o.C		0 %			0 %			0 %	
	0	0	11,000	0	0	11,000	0	0	30,000
Rwanda		73 %			81 %			67 %	
	23,180	26,192	36,000	35,470	38,534	47,400	22,366	38,417	57,000
Uganda		105 %			77 %			%	
	11,200	16,096	15,310	3,080	11,851	15,310	0	0	0

indicates progress up to November 2005
indicates progress up to November 2006
indicates originally projected total beneficiaries

Targets are the originals from the project documents

Regional goals remain achievable

□ DRC:

- **1st STEP:** completion of unprecedented democratic elections supported by Partnership

□ BURUNDI:

- **PEACE in sight:** Signature peace agreement with last active rebel group, FNL

□ ANGOLA:

- **SOCIAL INVESTMENT** rapidly increasing, border tensions reduced with new stability

□ UGANDA:

- **PROGRESS** made to end one of Africa's longest conflict with the instigation of peace talks between the Government of Uganda and LRA

Goal for 2006 – quality of implementation – remains valid today

▲ Reintegration ▲ M&E and reporting ▲ Special groups

□ Progress

- Reintegration: improvement in quantitative terms, analytical work, learning (AST)
- M&E + reporting: improvement across the board
- Special groups: progress on disability, youth, delay on gender
- In DRC pressure to demobilize quickly – quality of implementation suffers

▲ 2007: Continued, heightened focus on quality of implementation

Special projects to be phased out over 2006 but will continue to allow for flexible response in special cases

<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>
Precursor or replacement for national program or program component	Supplement or support to national program	Flexible response to an emergency
Uganda CAR Angola	Child Soldiers for Burundi + DRC DRC RRM	DRC ComRec
□ Continue and complete ongoing projects	□ Burundi CS absorbed into national program □ DRC CS to continue □ DRC RRM ends Dec 06	□ Maintain window for special cases not covered by national programs

Red represents closed projects

O
B
J
E
C
T
I
V
E

S
T
A
T
U
S

Child Soldiers in the DRC

- ❑ Approximately 8,700 child combatants in the DRC will still require demobilization and reintegration assistance after January 2007
- ❑ PROPOSED SOLUTION:
 - Extend and augment the contracts with proven performing partners
 - Work with partners to customize current adult programming
 - Carry out rigorous project appraisals & approvals process
 - Reinforced MDRP supervision (additional staff, field visits, technical assistance)
 - Reinforce reporting and final evaluation requirements
 - Expected cost to serve remaining caseload: \$4.98 million



DEMobilIZATION

REINTEGRATION

PEACE & SECURITY

www.mdrp.org

Status of Regional Activities

- ❑ Analytical and Learning
- ❑ COFS

Analytical and Learning Program

WORKSHOPS, LEARNING EVENTS, STUDY TOURS		
Task Name	Deliverable	Status
TCG Kigali Gender Workshop	Workshop proceedings	Completed
TCG Reintegration Study Tour	Trip report	Completed
DDR and Transitional Justice	Collaboration w/ ICTJ	Ongoing
POLICY AND OPERATIONAL GUIDELINES, DISSEMINATION NOTES, WORKING PAPERS		
Task Name	Deliverable	Status
Gender and DDR	Comprehensive work program under elaboration: Studies, TA, pilot activities, Operational Guidelines, Policy Note	In preparation
DDR and the Disabled	Operational Guidelines	Ongoing, advanced
Overview of Reintegration Practices	Working Paper	Completed
HIV/AIDS and DDR	Operational Guidelines	Ongoing
Registration and Identification of ECs	Operational Guidelines	Ongoing, advanced
Rwanda: Compilation of various assessments	Dissemination Note	Ongoing
Uganda: Beneficiary Assessment	Dissemination Note	Ongoing
DDR of Children Associated with Fighting Forces	Dissemination Note	Ongoing, two independent evaluations completed
ANALYTICAL STUDIES – FORMAL AND INFORMAL		
Task Name	Deliverable	Status
COFS: Study of Militia Groups and Institutional issues	Informal study	Ongoing
Regional SSR/DDR study	Formal study	Ongoing, first case completed
National ownership and DDR	Informal study	Ongoing
Youth, male gender and conflict in Burundi and Rwanda	Formal study	Field work ongoing
Regional study on effectiveness of cash payments	Informal study	Ongoing

TCG Reintegration Study Tour to Angola

□ PURPOSE: Knowledge sharing and skills development, with focus on:

- Design and implementation
- Institutional set-up, management and coordination, procurement arrangements
- Alignment and harmonization with non-MDRP initiatives, relations with UN agencies
- Support to vulnerable groups
- Linkages to broader economic and infrastructural rehabilitation

TCG Study Tour to Angola

KEY LESSONS:

- ❑ Strong national ownership
- ❑ Partnerships at all levels
- ❑ Role of ex-combatants in infrastructure rehabilitation as part of reintegration
- ❑ Facilitated access to land by local authorities
- ❑ Value of community approaches in contributing to broader reintegration and reconciliation processes
- ❑ Importance of early and effective programming
- ❑ Transport key for effective monitoring and oversight of sub-projects

Combatants on Foreign Soil (COFS)

- ❑ CRUCIAL FOR REGIONAL STABILIZATION: To date, hampered by persistent insecurity and political stability especially in eastern DRC
- ❑ STRATEGY: encourage partners to strengthen cooperation, provide financial and technical assistance for repatriation
- ❑ INTENSIFICATION of MDRP Secretariat support for COFS:
 - Enhanced communication strategy for RDRP with robust cross-border elements in collaboration with PNDDR PIU & MONUC
 - Study of three foreign armed groups (FDLR, FNL, ADF/NALU) operating in eastern DRC to provide basis for enhancing capacity of GoDRC and other interested governments and partners to cooperate on repatriation activities.
 - Provision of discrete facilitation support to repatriation activities between DRC and Rwanda when requested by authorities

Combatants on Foreign Soil (COFS)

NEXT STEPS:

- ❑ Confirm and build on political will of incoming GoDRC to tackle issue of foreign armed groups by helping GoDRC to strengthen its capacities and by helping to enhance cooperation on COFS issues among governments in the region
- ❑ Reinforce efforts to encourage other governments in region to repatriate COFS (e.g., Republic of Congo, CAR).
- ❑ Enhance coordination with key partners for more effective implementation.



DEMOBILIZATION

REINTEGRATION

PEACE & SECURITY

www.mdrp.org

Program Management

- ❑ Quality Enhancement
- ❑ Communications + Outreach
- ❑ Disbursements and Financial Status

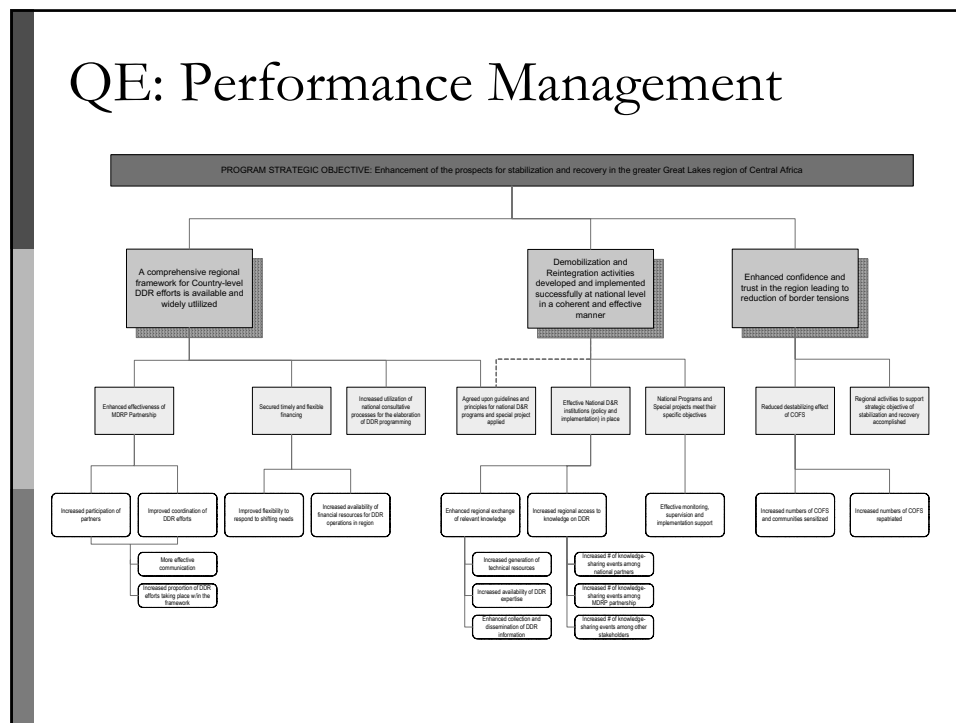
Quality Enhancement: An Overview

- Goal for 2006 – establishing a QE cluster to provide:
 - Evaluation and analysis
 - Program monitoring and reporting
 - Fast response to operational support requirements
 - Technical assistance to national programs and special projects
 - Enhancement of the regional focus of the MDRP

Progress on QE for 2006

- 23 Implementation Support assignments and supervision missions to all MDRP countries:
 - Program monitoring and reporting, vulnerable groups (women, children and disabled), qualitative and impact reviews, management information systems and payment systems, procurement, quality of program delivery
- Independent reviews, evaluations and special assessments
- Performance management framework for the MDRP regional program
- Linkages QE to analytical work

QE: Performance Management



QE: Performance Management

- ❑ Four top level results to support the program strategic objectives
- ❑ Next step:
 - Identification of additional indicators
 - Finalization of performance measurement mechanisms
 - Distribution and endorsement by MDRP partnership
 - Enhanced monitoring, including collection of data during Joint Supervision Meetings and Partner Meetings

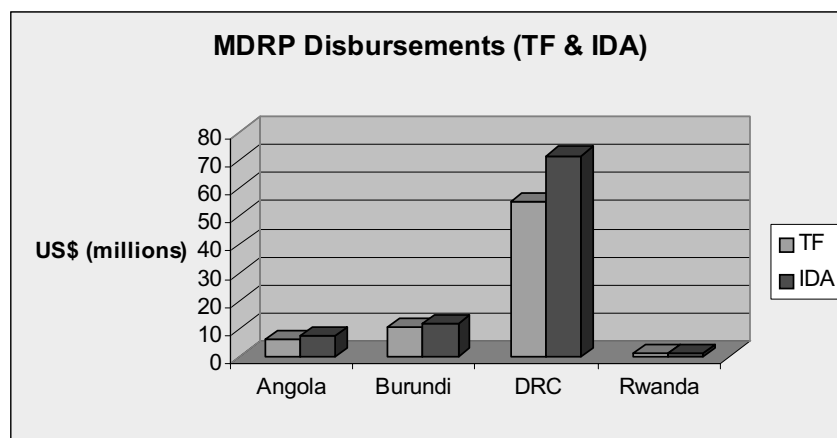
Communications: the story continues...

1. A year ago: listening theme + comm plan to implement + messaging challenges of complex partnership
2. Now:
 - a. Website : English / French / Portuguese
 - New content – biweekly + links to several other web platforms
 - b. Outreach & consultations: stakeholders / audiences
 - (i) E.g. partners' constituents (AFR / UN / donors etc...)
 - (ii) E.g. Comm colleagues: Partnership / Bank / stakeholders / media
 - (iii) Innovative platforms: Videoconferences: 12 + 6 / listserv
 - (iv) Bank: visibility internal / external
 - (v) Being Pro-active, yet re-active... (e.g. NGO platforms / ICG / RI / AI / UN)
3. Near Future: Continue focus + improve:
 - Content from partners
 - Consultations / Outreach (Film) events + distribution
 - Comm at missions

MDRP TF Cash Balance (as of 10/06)

Income & Disbursements	USD (millions) & percentages			
	budget	as of 10/06	% of budget	as of 10/05
<i>Total Trust Fund Reciepts:</i>	222.51	195.67	87.94%	143.79
- Donor Contributions	217.55	190.76	87.68%	140.31
- Investment Income	4.96	4.91	99.03%	3.48
<i>Total Disbursements:</i>	304.89	172.95	56.73%	77.06
- National Programs	231.38	115.99	50.13%	32.81
- Special Projects	50.27	40.43	80.42%	34.02
- Regional Activities	2.47	1.52	61.54%	0.91
- Prog. Mgmt (w/admin fee)	20.77	15.01	72.27%	9.33
Balance (\$ mil)	-82.38	22.72		66.73

MDRP Disbursements (11/05-10/06)



TF and IDA Disbursements

Total National Program Disbursements by Funding Source (USD) *						
National Programs	MDRP Trust Fund			IDA Grants/Credit		
	Commits.	Disburse.	% disb.	Commits.	Disburse.	% disb.
Angola	48,400,000	15,072,305	31.14%	34,080,240	16,244,003	47.66%
Burundi	41,800,000	14,536,310	34.78%	31,524,222	22,936,847	72.76%
CAR	9,777,000	9,126,333	93.34%	n/a	n/a	n/a
Congo	17,000,000	1,587,353	9.34%	n/a	n/a	n/a
DRC	100,000,000	67,693,946	67.69%	96,702,681	94,652,532	97.88%
Rwanda	14,400,000	7,976,230	55.39%	28,400,200	25,902,526	91.21%
TOTAL	231,376,999	115,992,476	50.13%	190,707,343	159,735,908	83.76%

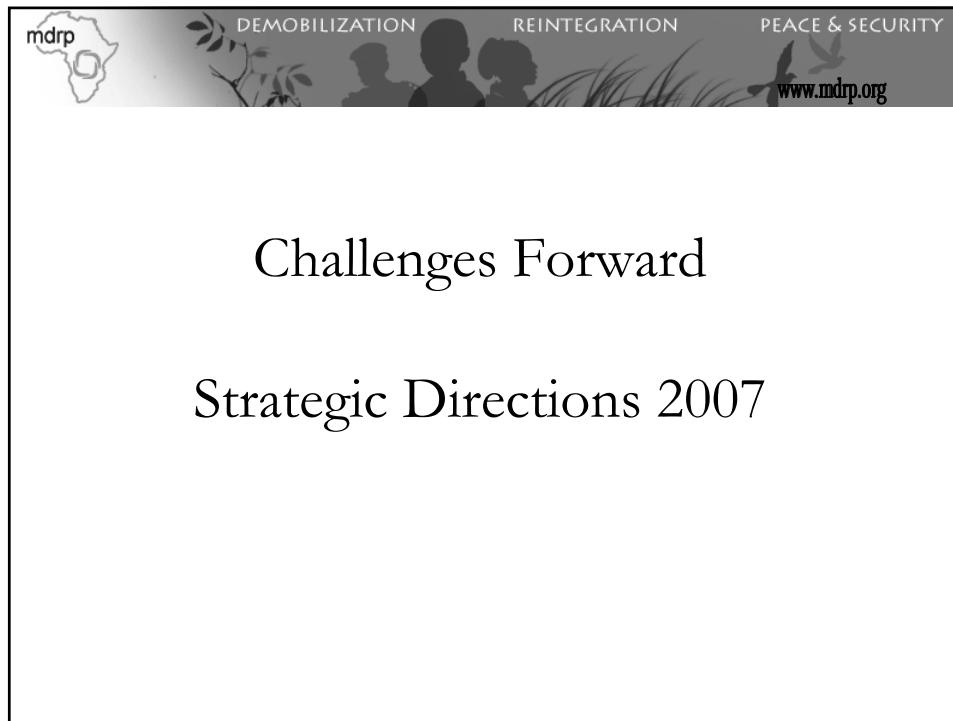
* As of October 31, 2006

MDRP Fund Balance (10/06)

MDRP TF Fund Balance (as of 10/06)	
	US\$ (mil)
Total Donor Commitments	217.55
Estimated Investment Income	4.96
/less total grant Commitments	281.65
/less est. Bank-exec. activities	23.24
Fund Balance	-82.38

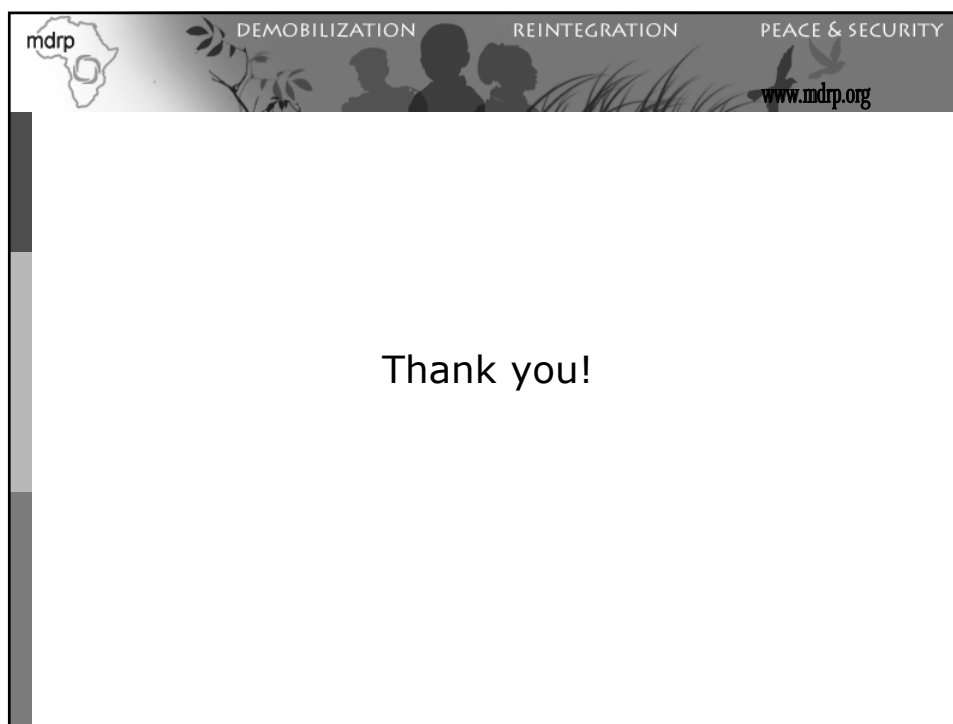
Cash Flow; Actuals & Projections

ACTUAL AND ESTIMATED DISBURSEMENTS (no new commitments)					
Program Activity	thru '06	2007	2008	2009	total
1. National Programs	128,992,476	63,150,667	29,229,824	10,004,032	231,376,999
2. Special Projects	45,480,023	234,918	0	0	45,714,941
3. Regional Activities	1,620,038	400,000	300,000	150,000	2,470,038
4. Program mgmt & fee	15,544,407	3,727,152	1,000,000	500,000	20,771,559
Total Disbursements (\$)	191,636,944	67,512,737	30,529,824	10,654,032	300,333,537
ACTUAL AND PROJECTED INCOME (no new pledges)					
Source	thru '06	2007	2008	2009	total
B balance Forward	0	9,683,022	(36,637,715)	(67,167,539)	
Contributions & Income	201,319,966	21,192,000	0	-	222,511,966
Total Available Income (\$)	201,319,966	30,875,022	(36,637,715)	(67,167,539)	222,511,966
<i>less Total Disbursements</i>	191,636,944	67,512,737	30,529,824	10,654,032	300,333,537
<i>less outstanding grant commitments</i>					4,554,465
Balance(\$)	9,683,022	(36,637,715)	(67,167,539)	(77,821,571)	(82,376,036)



Key challenges + Priorities for the Secretariat

- **Enhancing quality of programming**
 - Monitoring and evaluation
 - ▼Country level
 - ▼Linking DDR at the country level to regional level indicators
 - Building linkages to longer term development efforts
 - Effective service delivery to vulnerable groups
 - Harmonization with partners
 - Social accountability through civil society
 - Quality of supervision
- **Addressing country-specific challenges**
 - DRC: restructuring
 - Uganda + CAR: what comes next?
- **Contributing to knowledge generation on DDR**
- **Covering current commitments and planning for future needs**



Annex 3: Minutes of MDRP Technical Coordination Group Meetings

Annexe 3 : Procès-verbal des réunions du Groupe de coordination technique du MDRP

Séance 1 : Enfants associés aux forces de combat : Actualisation des Principes du Cap

Cette séance fut consacrée aux expériences des programmes nationaux et projets spéciaux appuyés par le MDRP fournissant une assistance en démobilisation et réintégration aux enfants. Rebecca Symington, de l'UNICEF, ouvrit la séance en présentant le contexte des Principes du Cap relatifs au travail auprès des enfants associés aux forces de combat (EAFC) et à l'initiative internationale actuelle visant à les actualiser. Deux nouveaux documents – un document technique portant sur les bonnes pratiques et un document politique d'engagement – ont été élaborés pour encourager une coordination accrue et la cohérence des démarches des acteurs pertinents de par le monde. Rebecca a décrit le processus de révision à ce jour et certaines différences entre les nouveaux documents et les principes actuels du Cap, dont les principales sont : une concentration sur les expériences internationales au-delà de la région Afrique ; plaidoyer pour la libération des enfants avant que des processus officiels de paix aient commencé ; une planification et un financement de la réintégration au tout début et une programmation accrue et améliorée visant à atteindre les filles.

Suite à la présentation de Rebecca, le groupe discuta trois questions principales :

1. Comment renforcer les principes préliminaires actuels ?
2. Quels seraient les avantages et inconvénients potentiels des nouveaux principes pour le travail des programmes appuyés par le MDRP ?
3. Quelles leçons et bonnes pratiques relatives au travail auprès des enfants ont été dégagées au sein du MDRP ?

L'élément clé soulevé au cours de la discussion portait sur la persistance d'une vive nécessité de disposer de meilleurs travaux de recherche, d'orientation et d'échange sur les questions relatives aux enfants associés aux forces de combat, essentiels pour mieux répondre aux besoins de ces derniers au cours des processus de DDR. Les éléments précis sujets à une réflexion supplémentaire, soulevés au cours de la discussion, portaient sur :

- Comment faciliter au mieux la libération rapide des enfants par les forces de combat ?
- Quelles sont les différences entre les expériences vécues par les enfants (particulièrement les filles) qui ont servi au combat et par ceux qui furent exploités sexuellement et des démarches différentes devraient-elles être adoptées, en termes de libération et de réintégration, pour répondre au mieux à leurs besoins, potentiellement différents ?
- Quels sont les avantages/inconvénients d'un regroupement immédiat des enfants avec leurs familles ? Une période de soins intérimaires avant le regroupement familial est-elle avantageuse pour les enfants ? Les traumatismes physiques et mentaux nécessitent-ils des démarches différentes pendant la période de soins intérimaire ?
- Comment mieux répondre aux besoins psychosociaux des enfants dans des contextes souffrant de faibles infrastructures/ressources nationales dans ce domaine ?
- Quel devrait être le rôle des institutions nationales (comme les ministères de la protection de l'enfance) dans l'élaboration de normes de programmation à l'intention des EAFC ? La participation de tels acteurs nationaux peut-elle aider à harmoniser et rationaliser les démarches des différents groupes

d'acteurs ?

Séance 2 : Renforcement du travail relatif au genre dans le cadre du MDRP : Besoins et possibilités

Cette séance d'échange d'idées faisait suite aux discussions et conclusions de l'atelier sur le genre de Kigali en 2005 et porta sur les façons dont le MDRP pourrait mieux incorporer les questions de genre, y compris la masculinité, dans notre travail. Les discussions ont fait ressortir le fait que les membres du GCT jugeaient ce sujet important et opportun, particulièrement à la lumière de l'annonce récente, de la part d'un des bailleurs du MDRP, de contributions financières supplémentaires à l'intention des travaux de recherche et activités relatifs au genre.

Il a été également demandé aux participants de réfléchir à quatre questions clés :

1. Votre programme soulève-t-il des questions/problématiques relatives au genre et auxquelles vous souhaiteriez répondre?
2. Comment mieux intégrer les questions de genre à votre travail ?
3. De quels types précis d'appui votre programme a-t-il besoin pour mieux intégrer les questions de genre ?
4. Quels types d'activités relatives au genre intéresseraient le plus votre programme ?

Deux thèmes principaux sont ressortis de l'ensemble de la séance.

1. Que signifie réellement une démarche tenant compte du rôle social des hommes et des femmes pour la DDR ? Les participants ont encouragé le Secrétariat à élaborer un cadre conceptuel relatif au genre et à la DDR, qui permettrait de : (i) clarifier les définitions pertinentes (comme le genre, la masculinité, la féminité) ; (ii) examiner les rapports entre les ex-combattants, les époux/partenaires, les personnes à charge et autres membres de la communauté, ainsi que la façon dont ses relations se manifestent dans les programmes de DDR et (iii) élaborer des directives en faveur d'une démarche tenant compte des rôles sociaux des hommes et des femmes dans le cadre des activités de démobilisation et de réintégration.

2. Comment rassembler, discuter et diffuser les enseignements considérables relatifs au genre déjà dégagés dans de nombreux programmes ? Certains exemples discutés incluent : la diversité des options de réintégration économique choisies par les femmes en RCA (où il fut noté que les ex-combattantes ont connu les réussites les plus importantes, en termes de réintégration économique) ; la programmation élaborée en Angola pour cibler précisément les femmes vulnérables de la communauté et leur donner accès à l'appui de réintégration ; et les enseignements dégagés des programmations antérieures au Somaliland qui ont fait ressortir les difficultés de réintégration rencontrées par les jeunes hommes sans famille.

Il fut convenu que ces aspects feraient partie intégrante de la démarche du Secrétariat du MDRP à l'égard de la voie à suivre pour intégrer les questions de genre. Pour une orientation supplémentaire au sujet de l'élaboration de cette démarche et pour stimuler la réflexion sur l'intégration du genre, les participants ont reçu un questionnaire sur les activités relatives au genre possibles qu'ils souhaiteraient étudier davantage. Il fut convenu que ces questionnaires seraient discutés au sein des diverses commissions et secrétariats, puis renvoyés au Secrétariat du MDRP dans les semaines à venir.

Séance 3 : Repenser la DDR : de la gestion des conflits aux perspectives de développement – Parvenir à un équilibre entre la sécurité, la justice, la gouvernance et le bien-être

Facilitée par Anton Baaré, expert en DDR, cette séance porta sur les différents contextes où a lieu la DDR, ainsi que sur les rapports plus généraux entre la DDR et d'autres problématiques relatives aux conflits, à la pauvreté et au développement. La séance fut conçue pour aider les participants chargés de programmes avancés à envisager les options disponibles en termes de stratégies de retrait et pour orienter les négociations des programmes et l'élaboration de programmes nouveaux ou des extensions.

À partir d'une présentation PowerPoint, le groupe a réfléchi aux rapports existant entre les processus de DDR et de stabilisation, de relance et de développement communautaire et a convenu que la DDR ne suit pas un tracé linéaire entre ces processus. En fait, la DDR a souvent lieu en parallèle ou en coordination avec ces processus et ses liens politiques, institutionnels et diplomatiques avec ces derniers sont d'une importance cruciale pour sa réussite. Le pacte ICGLR sur la Sécurité, la stabilité et le développement fut cité en tant que cadre et référence qui pourrait être utilisé pour renforcer les liens entre la DDR, la gestion des conflits et les questions de développement dans la région.

Les participants ont vivement apprécié cette occasion de réfléchir à notre perception commune de la DDR, de la sécurité et de la consolidation de la paix au sein d'un cadre étendu de gouvernance, de justice et de bien-être économique et social ; la possibilité de tenir une séance de suivi avec Anton à l'avenir sera étudiée.

Séance 4: DDR et appropriation nationale

L'appropriation nationale est l'un des principes clés qui ont fondé le MDRP. Pourtant, les applications pratiques du concept et des expériences des programmes appuyés par le MDRP en réponse aux questions relatives à l'appropriation nationale ont rarement été discutées et diffusées. Cette séance a examiné certaines de ces questions et les défis particuliers et concessions liés à l'appropriation nationale dans des contextes de post conflit. Les présentations ont porté sur le concept général d'appropriation nationale et sur les expériences de trois pays qui ont encouragé l'appropriation nationale. Les exemples nationaux spécifiques ont été discutés et certains éléments clés ont été soulevés :

1. L'expérience de l'Angola en termes d'implication de groupes d'opposition
 - La participation des groupes d'opposition (par exemple, l'affectation spécifique de représentants de l'UNITA à des postes de l'IRSEM) ont renforcé la confiance entre les ex-combattants et le programme et ont aidé à faire en sorte que le programme soit ajusté aux attentes de bénéficiaires différents et à mieux mobiliser l'implication de tous les bénéficiaires potentiels dans la programmation de l'IRSEM.
2. L'expérience de la République du Congo relative à l'implication des parlementaires
 - Les élus et les cadres administratifs ont été des partenaires importants pour la commission, du fait de leur proximité à la population et de leurs rôles potentiels dans l'accompagnement des activités du programme sur le terrain, ainsi que pour l'organisation des activités d'information/sensibilisation des communautés pour obtenir le soutien de ces dernières à l'égard du projet. Toutefois, pour que les cadres puissent tenir ces rôles, il est nécessaire que la commission leur fournisse des informations actualisées et régulières.
 - Étant donné les fondements juridiques de nombreux programmes, le gouvernement et le parlement sont déjà impliqués dans l'élaboration du cadre institutionnel des processus de DDR, y compris les aspects comme les anciens combattants, l'intégration de l'armée, la réforme du secteur de la sécurité, etc. Cet engagement antérieur en matière de DDR peut être utilisé comme la fondation pour l'établissement de liens supplémentaires.
3. L'expérience de l'Ouganda relative à la collaboration avec les organisations de la société civile
 - Les organisations de la société civile sont souvent des partenaires cruciaux pour les programmes de DDR, du fait de leur forte proximité et crédibilité auprès des populations locales. Toutefois,

le manque d'harmonisation ou de normalisation des démarches entre les ONG et entre les ONG et les structures des programmes nationaux peut donner lieu à des conflits et des inefficacités sur le terrain. Similairement, du fait que de nombreuses organisations de la société civile engagent leur responsabilité auprès de bailleurs externes, il est crucial de faire en sorte que les démarches qu'elles adoptent sont adéquates dans le contexte local. Par conséquent, l'établissement de voies mutuelles de communication et d'échange de l'information est essentiel - à la fois entre les groupes responsables de la prestation de services et de l'exécution de projets sur le terrain et entre les bailleurs et les entités appuyant ces agences - pour minimiser le dédoublement d'efforts, s'appuyer sur les avantages respectifs et s'assurer que la programmation de la démobilisation et réintégration soit réalisée selon une démarche holistique.

Deux problématiques transversales ont également été soulevées, à savoir :

1. L'appropriation nationale s'accompagne de la responsabilité nationale : que l'appropriation gouvernementale se manifeste en termes d'élaboration de programmes, de supervision ou de mise en œuvre d'un programme de DDR, elle devrait également être perçue et mesurée en termes de sa responsabilisation à l'égard des structures du gouvernement et du peuple.
2. L'appropriation nationale ne signifie pas seulement l'appropriation gouvernementale : le concept d'appropriation nationale se concentre trop souvent sur les gouvernements, à l'exclusion des individus et des communautés. Pourtant, la participation communautaire peut être particulièrement importante pour la durabilité et l'élaboration d'une stratégie efficace de retrait. Comment étendre réellement l'appropriation nationale, de façon à inclure les gouvernements et le peuple qu'ils représentent ?

Il fut convenu que ces questions importantes devraient être davantage discutées par le MDRP et seront étudiées dans le cadre des travaux de recherche et d'analyse, en cours, du Secrétariat du MDRP sur l'appropriation nationale.

Annex 4: List of Participants



MDRP Meetings

Paris, France – November 20-22, 2006

LIST OF PARTICIPANTS for the Advisory Committee (AC) Meetings

Some participants below also attended the Trust Fund Committee (TFC) and Technical Coordination Group (TCG) meetings

GOVERNMENT PARTICIPANTS

Angola

General Antonio Francisco de Andrade

Director General

Institute for Socio-professional Reintegration of Ex-combatants (IRSEM)

Burundi

General Silas Ntigurirwa

Executive Secretary

Executive Secretariat of the National Commission for Demobilization,
Reinsertion and Reintegration

Central African Republic

General Antoine Gambi

Conseiller en Matière de Défense Globale

Présidence de la République, République Centrafricaine.

Democratic Republic of Congo

Mr. Daniel Kawata

Coordonnateur Général

CONADER

Republic of Congo

Mr. Joseph Mbossa

Coordonnateur

Programme National de Démobilisation et de Réinsertion

Rwanda

Mr. Jean Sayinzoga

Chairman

Rwanda Demobilization and Reintegration Commission

Uganda

Major General Emilio Mondo
Executive Secretary
Uganda Veterans Assistance Board

Hon. Justice Peter Onega
Chairman
Uganda Amnesty Commission

DONOR GOVERNMENTS

Belgium

Major Junior de Fabribeckers
MDRP Focal Point
Service Public Fédéral des Affaires Etrangères,
du Commerce Extérieur et de la Coopération au Développement
Direction Générale de la Coopération au Développement- DGCD

Canada

Ms. Marie-Frédérique Roche
MDRP Focal Point
Sr. Development Officer
DR Congo Program
Canadian International Development Agency - CIDA

Denmark

Mr. Kenneth Nielsen
MDRP Focal Point
Head of Section
Department for Africa
Ministry of Foreign Affairs

France

Mr. Michel Prom
Directeur adjoint des Politiques de développement
Direction Générale de la Coopération
Internationale et du développement

Ms. Ariane Trichon
Chef du Bureau de la prévention des conflits et de la reconstruction
Direction Générale de la Coopération
Internationale et du Développement

Mr. Camille Grousselas
Point focal MDRP
Chargé de mission
Bureau de la Prévention des Conflits et de la Reconstruction
Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement
Ministère des Affaires étrangères

Ireland

Ms. Ciara O'Brien
Deputy Director
Emergency and Recovery Section
Irish Aid

Mr. Pat Kelly
Deputy Africa Director
Department of Foreign Affairs

Italy

Mr. Fabio Cassese
First Counsellor.
Permanent Delegation of Italy to OECD

Germany

Mr. Geerd Wurthmann
MDRP Focal Point
Senior Counselor Great Lakes
Division Central Africa; West Africa II; Madagascar
Federal Ministry for Economic Cooperation and Development

The Netherlands

Mr. Yaron Oppenheimer
MDRP Focal Point
Peacebuilding and Good Governance Division
Netherlands Ministry of Foreign Affairs

Mr. Jelte E. van Wieren
PeaceBuilding and Good Governance Division
Ministry of Foreign Affairs

Norway (invited - unable to attend)

Sweden

Mr. Stefan Andersson
MDRP Focal Point
Programme Officer

Division for Humanitarian Assistance
Swedish International Development Cooperation Agency – SIDA

Ms. Åsa Palmgren
Africa Department
Swedish International Development Cooperation Agency – SIDA

United Kingdom

Mr. Patrick Merienne
MDRP Focal Point
Conflict Adviser
Conflict and Humanitarian Unit, Africa Division
DFID

Mr. Tony Zachariades
Deputy Programme Manager
Regional Issues Unit
DFID

MULTILATERAL INSTITUTIONS

African Union (invited-unable to attend)

Mr. Geoffrey Mugumya
Director of Peace and Security
African Union Commission

Mr. El Ghassim Wane
Head
Conflict Management Division
African Union Commission

European Commission (EC)

Mr. Rory Keane
MDRP Focal Point
Directorate-General for Development
European Commission

Mr. Juan Carlos Hinojosa
European Commission
EuropeAid Cooperation Office

European Union (EU) (invited – unable to attend)

ICGLR / UN-OSRSG, GLR
Mr. Gerald Duda

Political Affairs Advisor to the SRSG for the Great Lakes
Nairobi

ILO

Ms. Claudia Coenjaerts
Senior Socio-Economic Reintegration Specialist
on Crisis Response and Reconstruction
International Labour Organization (ILO)

UN DPKO

Ms. Kathryn Jones
Senior Political Affairs Officer
Africa Division
Office of Operations
DPKO, New York

Mr. Simon Yazgi
DDR Advisor
Best Practices and Policy Unit
DPKO, New York

Mr. Renner Onana
Sr. Demobilization Officer
Ag. Head, SSR Section
MONUC

Ms. Natacha Meden
DDR/SSR Officer
UN Operation in Burundi (ONUB)

UNDP

Mr. Peter Batchelor
Team Leader
Small Arms and Demobilisation Unit
UNDP Bureau for Crisis Prevention and Recovery
Geneva, Switzerland

Mr. Gustavo Gonzalez
Senior SSR/DDR Advisor
UNDP/Kinshasa

Mr. Demba Tandia
Chief technical Advisor
UNDP/Central African Republic

UNESCO

Mr. Daniel Hamrol-Bedogni
Lead Program Specialist
Education Policy and Strategy
Post-conflict and reconstruction

UNICEF

Ms. Rebecca Symington
Project Officer, Child Protection
Children in Armed Conflict
UNICEF Programme Division

UNIFEM

Hodan Addou,
Africa Peace and Security Advisor,
UN Development Fund for Women (UNIFEM)

OTHER DONORS:

Japan

Naoko Shimamura
Deuxième Secrétaire,
L'Ambassade du Japon à Paris

Chie Kinumaki,
Conseiller technique,
L'Ambassade du Japon à Paris

African Development Bank

Ms. Ginette K. Nzau-Muteta
Socio-économiste principale, OSHD.1
Human Development department

Finland

Dr. Mika Vehnäkäki
Adviser, Development and Conflicts
Ministry for Foreign Affairs of Finland

Mr. Markus Teir
Desk officer for Western and Central Africa
Ministry for Foreign Affairs of Finland

Switzerland (invited – unable to attend)

Ms. Cristina Hoyos

Section leader, Conflict Prevention and Transformation
Swiss Agency for Development and Cooperation

WORLD BANK

Mr. Pedro Alba
Country Director
South-Central Africa and the Great Lakes

Mr. Bernard Harborne
Lead Specialist, Conflict and Development
Post-conflict team - Africa Region

MDRP SECRETARIAT

Ms. Maria Correia
MDRP Program Manager

Ms. Sigrun Aasland
Operations Analyst

Mr. Gregory “Gromo” Alex
Sr. Social Development Specialist

Mr. Anton Baaré
Consultant

Mr. Sean Bradley
Sr. Social Development Specialist

Ms. Pamela Beecroft
Consultant for Communications

Ms. Roisin De Burca
Sr. Demobilization and Reintegration Specialist

Mr. Madjior Solness Dingamadji
Disarmament, Demobilization and Reintegration Specialist

Mr. Bruno Donat
Communications Officer

Mr. Marcelo Fabre
Sr. Social Development Specialist

Mr. Abderrahim Fraiji
Sr. Social Development Specialist

Mr. Kees Kingma
Sr. Demobilization and Reintegration Specialist

Ms. Sarah Michael
Social Development Specialist

Ms. Léoncie Niyonahabonye
Language Program Assistant

Ms. Emilie Rees Smith
Junior Professional Associate

Ms. Muriel Tschopp
Junior Professional Associate

Mr. Ingo Wiederhofer
Senior Operations Officer

OBSERVERS

Mr. Mark Downes
DAC Network on Conflict, Peace and
Development Co-operation (CPDC)
Policy Co-ordination Division
Development Co-operation Directorate
OECD

Ms. Mieke Ikegame
Senior Programme Coordinator
Office of the Under-Secretary-General and Special Adviser on Africa (OSAA)
United Nations

Lt. Col. Mulindwa
Ministry of Defence
Uganda

PRESENTER

Mr. Pablo de Greiff
Director of Research
International Center for Transitional Justice



Secrétariat du MDRP
Banque mondiale
1818 H Street, NW
MSN J6-603
Washington, DC 20433 USA
téléphone : + 1 (202) 473 3328
fax: +1 (202) 473 8229
email: info@mdrp.org
www.MDRP.org